

# ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

## Informations du Guatemala



5ème année/N° 201

Du 12 au 18 décembre 1986

### POLITIQUE

LA CDHG DENONCE LA PERSISTANCE DE MESURES REPRESSIVES  
DISCUSSIONS A PROPOS DE L'ASSISTANCE MILITAIRE NORD-  
-AMERICAINE AU GUATEMALA  
DES POLICIERS GUATEMALTEQUES SERONT FORMES PAR LE FBI  
CEREZO FERA UNE VISITE PRIVEE AUX ETATS-UNIS  
UNE GIGANTESQUE OPERATION MILITAIRE POUR LA FIN DE L'ANNEE  
UN DIRIGEANT PAYSAN EST RETROUVE ASSASSINE  
DES TRAVAILLEURS AGRICOLES AGRESSES  
DES AVOCATS DENONCENT LA VAGUE DE VIOLENCE  
LE GOUVERNEMENT N'A PAS FAIT DISPARAITRE LA PRATIQUE DES  
ENLEVEMENTS  
UN CHEF MILITAIRE TRANSFERE

### ECONOMIE

UNE DETTE DE 222 MILLIONS VIS-A-VIS DE LA BANQUE MONDIALE  
LA B.I.D. A APPROUVE UN PRET DE 40 MILLIONS  
LE GUATEMALA SUSPEND SON TRAITE BILATERAL AVEC LE HONDURAS

### INSURRECTION

L'ARMEE A PERDU 38 HOMMES DANS LE NORD-OUEST DURANT LE MOIS  
DE NOVEMBRE

### MOUVEMENT POPULAIRE

LES FONCTIONNAIRES DEMANDERONT UNE NOUVELLE AUGMENTATION  
SALARIALE  
CONDAMNATION GENERALE DE LA LOI QUI REGIT LE DROIT DE GREVE  
LE RETRAIT DEFINITIF D'UN DETACHEMENT MILITAIRE EST DEMANDE  
UNE MARCHÉ DE PROTESTATION SUR LA CAPITALE EST ANNONCEE  
EMEUTE DE PRISONNIERS DUE AUX DESASTREUSES CONDITIONS  
D'INCARCERATION

### SITUATION SOCIALE

TAUX IMPORTANT DE MORTALITE INFANTILE  
GRAVE PROBLEME EDUCATIF

### DROITS DE L'HOMME

DIX JEUNES BLESSES PAR BALLE EN PLEINE RUE  
QUATRE PERSONNES ASSASSINEES APRES AVOIR ETE TORTURE  
DEUX MORTS DANS DES EXECUTIONS EXTRA-JUDICIAIRES  
TROIS PERSONNES ONT DISPARUES  
UN SYNDICALISTE ARRETE  
LE RECOURS A L'HABEAS CORPUS SANS EFFET  
DES TRAVAILLEURS RENVOYES POUR AVOIR DENONCE DES  
IRREGULARITES.

4° P. 12315

## POLITIQUE

### LA CDHG DENONCE LA PERSISTANCE DE MESURES REPRESSIVES

La Commission des Droits de l'Homme du Guatemala (CDHG), dans un communiqué diffusé le 13 décembre et en réponse aux déclarations officielles sur le respect accordé dans le pays aux libertés individuelles et sociales, a dénoncé le fait que le gouvernement guatémaltèque n'a pas réduit ses mesures répressives et qu'au Guatemala les droits les plus fondamentaux de la population continuent à être systématiquement violés.

L'organisation humanitaire a énuméré une série de crimes et de violations qui justifie son appréciation sur la situation des Droits de l'Homme au Guatemala.

### DISCUSSIONS A PROPOS DE L'ASSISTANCE MILITAIRE NORD-AMERICAINE AU GUATEMALA

Le sénateur démocrate nord-américain Christopher Dodd a rencontré le 10 décembre les autorités guatémaltèques afin de discuter de l'aide militaire que les Etats Unis accorderont prochainement au Guatemala.

"L'aide aura assurément lieu", a assuré Dodd, après avoir signalé que le Sénat de son pays était satisfait de l'accession d'un civil à la présidence du Guatemala.

### DES POLICIERS GUATEMALTEQUES SERONT FORMES PAR LE FBI

Au moins une centaine de policiers guatémaltèques seront formés par des experts du Bureau Fédéral d'Investigations des Etats Unis (FBI), a annoncé le 14 décembre Luis Cordon, vice-ministre de l'Intérieur.

Le haut fonctionnaire a ajouté que les programmes de formation auront lieu conjointement avec des policiers du Honduras, du Salvador et de la République Dominicaine.

### CEREZO FERA UNE VISITE PRIVEE AUX ETATS UNIS

Le 12 décembre, la presse locale a annoncé que le président Vinicio Cerezo voyagera aux Etats Unis du 4 au 11 janvier dans le cadre d'une visite de caractère privé.

Le Congrès a déjà accordé son approbation pour que le président puisse s'absenter du pays.

### UNE GIGANTESQUE OPERATION MILITAIRE POUR LA FIN DE L'ANNEE

Le 9 décembre, le capitaine Juan Fernando Cifuentes, porte-parole de l'Armée, a annoncé qu'environ 50 mille hommes de l'Armée, des forces de Sécurité et paramilitaires seront engagés dans des plans spéciaux de surveillance et de contrôle au niveau national durant la fin de l'année.

Le porte-parole a ajouté que l'armée coordonnera l'exécution des opérations afin d'en améliorer les résultats.

#### UN DIRIGEANT PAYSAN EST RETROUVE ASSASSINE

Le cadavre du dirigeant paysan Ruben Andrés Ramirez Escobar, 30 ans, enlevé le 28 novembre dernier dans le département de San Marcos, à l'ouest du pays, a été retrouvé portant des traces de tortures le 9 décembre, a t'on appris le 11 décembre de sources judiciaires. Ramirez dirigeait un groupe de paysans de la région qui avait récemment sollicité du gouvernement la distribution de terres.

#### DES TRAVAILLEURS AGRICOLES AGRESSES

Quatre travailleurs agricoles de la propriété de San Miguelito, commune d'El Estor, département d'Izabal, au nord-ouest du pays, ont été grièvement blessés le 14 décembre par des agents de la Sécurité du gouvernement qui envahissaient la dite exploitation. Des employés de la propriété ont déclaré que cette action était un acte d'intimidation pour effrayer les travailleurs et les dissuader de s'organiser et de réclamer des améliorations salariales ou de conditions de travail.

#### DES AVOCATS DENONCENT LA VAGUE DE VIOLENCE

Le 13 décembre, Homero Gonzalez Barillas, président de l'Ordre des Avocats du Guatemala, a déclaré que son organisation protestait contre les actes de violence qui ont eu lieu ces derniers jours, l'un d'eux commis contre le notaire José Vicente Gonzalez. La victime, dont la mort avait été annoncé par certains organes de presse, se trouve dans un état grave dans un centre hospitalier de la capitale guatémaltèque, et ses proches craignent un nouvel attentat car il aurait reconnu son agresseur.

#### LE GOUVERNEMENT N'A PAS FAIT DISPARAITRE LA PRATIQUE DES ENLEVEMENTS

Une commission non-gouvernementale de juristes espagnols réunie à Bilbao le 13 décembre a dénoncé le fait que le gouvernement du président Vinicio Cerezo n'avait pas fait disparaître le problème des disparitions forcées au Guatemala.

La commission était composée par Juan Alberto Belloch, président de l'Union Progressiste de la Magistrature,

José Maria Mena Alvarez, vice-président de l'Association Européenne des Magistrats pour la Démocratie, José Manuel Castells Arteche, professeur de Droit administratif de l'Université du Pays Basque, et Amalio Garcia, membre de l'Association d'Euskadi pour les Droits de l'Homme.

#### UN CHEF MILITAIRE TRANSFERE

On a appris officiellement le 12 décembre qu'Arturo Getella commandant de la zone militaire n° 22, située dans la commune de Playa Grande, département d'El Quiche, au nord-ouest du pays, avait été transféré dans le département de Jutiapa, à l'est du pays, et que le colonel Guido Abdalla a été nommé à sa place.

#### ECONOMIE

##### UNE DETTE DE 222 MILLIONS VIS A VIS DE LA BANQUE MONDIALE

Le 13 décembre, à l'occasion d'une visite officielle au Guatemala, Barber Conable, président de la Banque Mondiale, a annoncé que ce pays d'Amérique centrale était actuellement endetté pour un montant de 222 millions de dollars vis à vis de l'organisme financier international.

De son côté, David Knox, vice-président régional de la Banque Mondiale pour l'Amérique latine, a informé que pendant l'année 86 le gouvernement guatémaltèque avait payé à la banque un total de 22 millions et en avait reçu dans le même temps 40 millions; ce qui fait un transfert net de la Banque Mondiale de 18 millions de dollars pour cette année.

##### LA B.I.D. A APPROUVE UN PRET DE 40 MILLIONS

La Banque Interaméricaine de Développement (B.I.D.) a approuvé un prêt de 40 millions de dollars pour le Guatemala, afin d'aider au financement d'un programme global de crédit destiné à promouvoir, à élargir, à diversifier et à techniciser la production agricole, a t'on appris le 15 décembre.

Selon la B.I.D., les exportations agricoles guatémaltèques se sont réduites de 26% entre 80 et 85, passant de 968 à 713 millions de dollars.

##### LE GUATEMALA SUSPEND SON TRAITE BILATERAL AVEC LE HONDURAS

Lizardo Sosa, ministre de l'Economie, a annoncé le 9 décembre que le gouvernement guatémaltèque avait suspendu le traité de commerce bilatéral avec le Honduras.

A la mi-novembre, les autorités honduriennes avaient fermé leurs frontières aux produits guatémaltèques en raison du déséquilibre dans les échanges entre les deux pays.

## INSURRECTION

L'ARMEE A PERDU 38 HOMMES DANS LE NORD OUEST DURANT LE MOIS DE NOVEMBRE

Un communiqué diffusé le 16 décembre par l'Armée Guerrillera des Pauvres (EGP) signale que des unités insurgées ont provoqué 38 morts vérifiés, dont plusieurs officiers, ainsi qu'un nombre non-défini de blessés aux forces gouvernementales, à l'occasion de diverses actions dans le département d'El Quiché, au nord-ouest du pays, durant le mois de novembre. Les insurgés ont également saisi 10 fusils Galil, un lance-grenades M-79, de nombreuses munitions, des vivres et de l'équipement militaire divers.

Le communiqué indique en outre que le 22 novembre les forces insurgées ont attaqué une colonne de l'armée gouvernementale à proximité de la préfecture de Nebaj, lui causant trois pertes dont un sous-lieutenant.

## MOUVEMENT POPULAIRE

LES FONCTIONNAIRES DEMANDERONT UNE NOUVELLE AUGMENTATION SALARIALE

La Confédération des Syndicats des Employés de l'Etat (CSEE) a demandé au gouvernement une augmentation salariale de 50 quetzals (environ 20 dollars) par mois à partir de janvier et a annoncé son rejet d'une éventuelle augmentation du tarif de l'électricité, a annoncé le 12 décembre Hugo Francisco Hernandez, secrétaire général de la CSEE.

Le dirigeant syndical a souligné que les 50 mille membres de cette organisation pourraient arrêter le travail le temps qui sera nécessaire; et il a par ailleurs dénoncé les anomalies de la loi qui régit le droit de grève.

CONDAMNATION GENERALE DE LA LOI QUI REGIT LE DROIT DE GREVE

Dans un communiqué diffusé le 14 décembre, l'Association Guatémaltèque de l'Enseignement, l'Association Nationale des Enseignants du secondaire, l'Association Quezaltèque de l'Enseignement, l'Association des télégraphistes, radiotélégraphistes et auxiliaires du Guatemala, et l'Association Nationale des Travailleurs de l'Education pour Adultes ont demandé au Congrès de la République la révision de la loi récemment voté régissant les droits de syndicalisation et de grève des fonctionnaires.

Les fonctionnaires ont signalé que cette loi porte préjudice à la dignité des travailleurs en interdisant les grèves de solidarité, et qu'une grève ne sera de fait jamais légale en tant que dernier recours légitime dans un conflit, en raison de l'énorme quantité de démarches exigées.

#### LE RETRAIT DEFINITIF D'UN DETACHEMENT MILITAIRE EST DEMANDE

Les habitants de la commune de Palin, dans le département de Escuintla, au sud du pays, ont demandé au gouvernement le retrait définitif du détachement militaire qui se trouve dans cette localité.

Victoriano Pilichi, maire de Palin, a annoncé cette demande le 10 décembre en expliquant que les soldats et officiers commettent de nombreux abus contre la population et jouissent d'une totale impunité.

#### UNE MARCHÉ DE PROTESTATION SUR LA CAPITALE EST ANNONCEE

Des dirigeants syndicaux ont annoncé le 9 décembre que les 850 travailleurs de l'entreprise d'état, Promotion et Développement du Peten (FYDEP), marcheraient de la localité de Santa Elena (El Peten) jusqu'à la ville de Guatemala afin de protester contre le licenciement collectif dont ils ont été victimes après la fermeture définitive de l'entreprise et contre le non-paiement de leurs derniers salaires.

Le comité d'urgence des travailleurs du FYDEP a annoncé que le vice-président Roberto Carpio tout comme Catalina Soberanis, ministre du Travail, avaient refusé d'établir des négociations.

#### EMEUTE DE PRISONNIERS DUE AUX DESASTREUSES CONDITIONS D'INCARCERATION

Les prisonniers du centre carcéral de la ville de Coatepeque, département de Quezaltenango, au sud-ouest du pays, ont commencé une grève de la faim accompagnée d'autres formes de protestation en raison des mauvais traitements et de l'alimentation déplorable qu'ils reçoivent, a t'on appris le 12 décembre.

Des effectifs du détachement militaire de la base avancée de Santa Ana Berlin ont été envoyés pour étouffer le mouvement de protestation, sans que l'on connaisse les résultats de cette action.

#### SITUATION SOCIALE

##### TAUX IMPORTANT DE MORTALITE INFANTILE

Le 14 décembre, Carlos Armando Soto, ministre de la Santé, a reconnu que le taux important de mortalité infantile au Guatemala est de 80 pour mille nouveaux nés vivants. Divers organismes internationaux ont signalés que les principales causes de cet indice élevé provenaient des maladies contagieuses, du manque d'attention médicale aux mères et au niveau des conditions de vie.

## GRAVE PROBLEME EDUCATIF

Le 9 décembre, Eduardo Meyer, Ministre de l'Education a annoncé que 50 % de la population scolaire primaire avait refusé de participer aux épreuves de fin d'année. Le haut fonctionnaire a ajouté que ce phénomène s'était particulièrement fait observer parmi les étudiants de première année qui constituent un haut pourcentage des élèves appartenant à l'éducation publique dans le pays.

## DROITS DE L'HOMME

### DIX JEUNES BLESSES PAR BALLES EN PLEINE RUE

Le 10 décembre, la presse locale a informé qu'un total de 10 jeunes gens ont été blessés par balles par des éléments de la Sécurité du gouvernement en pleine rue en différents secteurs de la ville de Guatemala, parmi eux un citoyen hondurien. Par la suite, 3 de ces jeunes gens ont décédé ; les 7 autres restent grièvement blessés.

Les faits ont eu lieu dans la soirée du 9 décembre. Les victimes en sont un groupe de 6 jeunes gens qui discutaient dans un quartier périphérique, ainsi qu'un autre groupe de 4 personnes qui se promenaient dans le nord-est de la capitale.

### QUATRE PERSONNES ASSASSINEES APRES AVOIR ETE TORTUREES

Selon une information de source judiciaire en date du 14 décembre, 4 personnes ont été assassinées et une est restée gravement blessée, après avoir été victimes de tortures et de tirs par balles, de la part d'éléments de la Sécurité gouvernementale. Jorge Humberto Trinidad, étudiant de 15 ans, a été assassiné dans le département de Santa Rosa, au sud-est du pays ; Agustin Antonio Batres, 37 ans, a été retrouvé assassiné dans la ville de Guatemala ; Edy Giovanni Reyes Alfaro, 22 ans, a été tué et Victor Manuel de Leon Escobar, 22 ans, a été retrouvé agonisant à proximité de la commune de Villa Nueva, département de Guatemala. Dans cette même localité a été retrouvé le cadavre d'un homme non identifié.

### DEUX MORTS DANS DES EXECUTIONS EXTRA-JUDICIAIRES

Le jeune Vicente Batres Bailon, 13 ans, et Rosario Pacheco de Quevedo, de 80 ans, ont été assassinés par balles par des agents gouvernementaux qui, sans ordre judiciaire, ont envahi leurs habitations situées dans la commune de Ixhuitan, Santa Rosa, et dans la localité de Mixco, département de Guatemala.

De même, dans un faubourg de la ville de Guatemala et en de semblables circonstances, Berta Marina Alqui, 33 ans, et sa fille de 11 ans, Gloria Judith Morales, ont été gravement blessées.

### TROIS PERSONNES ONT DISPARUES

Trois personnes, dont deux mineures, ont disparues depuis plusieurs jours après avoir été capturées par de supposés membres de la Sécurité du gouvernement, selon des déclarations faites par les parents des victimes, les 14 et 15 décembre.

Les faits ont eu lieu dans la ville de Guatemala. Les disparus sont Edwin Leonel Bolaños, 12 ans, Edna Lisette Orellana, 13 ans, et Aura Marina Parras de Mérida.

### UN SYNDICALISTE ARRETE

Le 14 décembre, Paula Lopez, épouse de Francisco Vasquez, membre du syndicat d'une entreprise agricole bananière du département de Izabal a dénoncé l'enlèvement de son mari par trois individus, suivi de son incarcération dans la préfecture de Puerto Barrios.

Sa dénonciation précise que la victime a été capturée dans sa maison par la violence, dans l'après-midi du 1er décembre sans aucun mandat judiciaire.

### LE RECOURS A L'HABEAS CORPUS SANS EFFET

Le recours à l'habeas corpus en faveur de Cesar Augusto Escobar de Leon, 35 ans, disparu depuis le 25 novembre dernier, n'a eu aucun effet. Il a été recherché sans résultat dans les locaux de différents corps de police, à la suite de sa capture par des policiers.

Cette information a été donnée par la presse locale le 9 décembre.

### DES TRAVAILLEURS RENVOYES POUR AVOIR DENONCE DES IRREGULARITES

Selon une dénonciation diffusée le 10 décembre, 7 travailleurs des vergers de la Direction Générale du Développement Agricole (DIGESA), du village Agua de la Mina, commune d'Amatitlan, département de Guatemala, ont été renvoyés pour avoir dénoncé les irrégularités commises par les autorités de cette entreprise d'Etat.

Selon la dénonciation, le renvoi a eu lieu le 24 novembre dernier.